Mobilisation lycéenne dans l'académie de Créteil : face à la répression et aux intimidations, solidarité avec les élèves et les personnels !

Depuis plusieurs semaines, les lycéen·nes de l'académie de Créteil se mobilisent pour revendiquer des conditions dignes d'enseignement et d'apprentissage. Manque de moyens, classes surchargées, postes non pourvus, insuffisance des personnels : leurs revendications sont légitimes et font écho aux alertes que les personnels portent depuis des années.

Pourtant, loin d'apporter des réponses à ces revendications, les autorités ont choisi la répression et l'intimidation : gaz lacrymogènes, charges policières, coups de matraque, interpellations, gardes à vue et pressions diverses. Des élèves identifié·es comme moteurs de la mobilisation ont été ciblé·es, y compris pendant les vacances scolaires, jusque dans leur sphère privée. Les personnels qui se sont interposé·es pour protéger leurs élèves ou dénoncer les violences policières ont également été malmené·es, intimidé·es, voire interpellé·es, notamment aux lycées Wallon à Aubervilliers, Théodore-Monod à Noisy-le-Sec et Paul Éluard à Saint-Denis. Les menaces de procédures administratives et les pressions hiérarchiques participent de cette même volonté de faire taire toute contestation et toute solidarité.

Les propos tenus par le Recteur de l'académie de Créteil lors de la FSSSCTA sont, à cet égard, particulièrement inquiétants. Déclarant que « ce qu'on chiffre en ce moment, c'est le coût des dégâts », en s'appuyant sur les chiffres communiqués par la Région, il donne le sentiment que la préoccupation institutionnelle se concentre avant tout sur le bilan matériel de la mobilisation. Mais qu'en est-il du coût des violences policières, des traumatismes subis par les élèves, des intimidations contre les personnels et de la dégradation des conditions d'enseignement qui sont précisément à l'origine de ce mouvement ? Cette focalisation interroge : les dégâts matériels seraient-ils devenus plus importants aux yeux de l'institution que les revendications de la jeunesse et les violences qu'elle subit ?

Nous refusons que les établissements scolaires deviennent des espaces de surveillance et de contrôle policier. L'école doit rester un lieu d'émancipation, de protection et de démocratie, pas un lieu où l'on apprend à se taire sous la menace.

Face à cette escalade répressive, notre solidarité avec les lycéen·nes doit être totale ! Nous réaffirmons notre soutien à leurs revendications et à leur droit de s'organiser, de se réunir et de manifester. Nous appelons les personnels à se mobiliser à leurs côtés, à participer aux rassemblements et aux initiatives de solidarité et à se mettre en grève partout où cela sera nécessaire.

Nous exigeons :

- L'arrêt des violences policières, des intimidations et des interpellations ciblées contre les élèves.
- L'abandon des poursuites et des mesures de représailles visant les lycéen·nes mobilisé·es.
- La protection des personnels et l'arrêt des pressions hiérarchiques et procédures administratives à leur encontre.
- La satisfaction des revendications lycéennes et l'ouverture de véritables discussions sur les moyens nécessaires dans les établissements.

Nous ne laisserons pas la répression remplacer le dialogue, ni l'intimidation étouffer les revendications ! Face à l'autoritarisme, faisons vivre la solidarité entre élèves et personnels. Ne laissons personne isolé·e ! La jeunesse qui se mobilise n'a pas besoin de matraques. Elle a besoin de moyens, de droits et de solidarité !